

ATTESTATION DE CONFORMITE DU CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION ENTREPRISES DE BTP DE 11 SALARIES ET PLUS

Cas particulier des Publics prioritaires :

Lorsque le bénéficiaire fait partie d'un des publics prioritaires cités ci-dessous, l'employeur bénéficie d'une prise en charge du contrat de professionnalisation majorée de 6 €/H.

Dans ce cas, l'entreprise atteste sur l'honneur, en cochant la case afférente, que le bénéficiaire du contrat de professionnalisation fait partie d'un public prioritaire :

- ☐ Jeune de 16 à 25 ans révolus qui n'a pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire (sans le BAC) et qui n'est pas titulaire d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel.
- ☐ Personne bénéficiaire de Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapée (AAH) ou d'un Contrat Unique d'Insertion (CUI).
- ☐ Jeunes de 16 à 25 ans révolus inscrits depuis plus d'un an sur la liste des demandeurs d'emploi tenue par Pôle Emploi
- ☐ Demandeur d'emploi âgé de 26 ans et plus inscrits depuis plus d'un an sur la liste des demandeurs d'emploi tenue par Pôle Emploi

En application de l'accord du 13 juillet 2004 sur la formation professionnelle tout au long de la vie dans le BTP, l'entreprise s'engage à se conformer aux obligations conventionnelles suivantes :

- **L'évaluation individuelle obligatoire** au contrat a eu lieu entre le bénéficiaire du contrat de professionnalisation et l'entreprise et/ou le centre de formation, le []. Elle a permis de déterminer les objectifs, le programme et les modalités d'organisation, d'évaluation et de validation de la formation. Elle a également permis d'établir le parcours de formation répondant aux besoins réels du bénéficiaire.

- **Le tuteur, obligatoire**, justifiant d'au moins deux ans d'expérience professionnelle dans une qualification en rapport avec l'objectif du contrat et choisi sur la base du volontariat est :

M. ou Mme []

Fonction dans l'entreprise []

Expérience(s) en rapport avec l'objectif visé au contrat de professionnalisation (durée) : []

Le nombre de salariés bénéficiaires (en contrat d'apprentissage, en contrat de professionnalisation, en PRO A) dont le tuteur assure l'encadrement ne doit pas excéder 3 personnes pour un tuteur salarié et 2 personnes pour un tuteur employeur (inclus le contrat pour lequel vous faites la demande de prise en charge).

- Le bénéficiaire du contrat M. ou Mme [] perçoit une **rémunération conforme** aux minimas fixés dans l'Accord du 13 juillet 2004 sur la formation professionnelle tout au long de la vie dans le BTP, soit au minimum :

Age du bénéficiaire	Cas général	Au moins titulaire d'un Bac Pro, BP, diplôme ou titre à finalité professionnelle de niveau IV
Moins de 21 ans	65% du SMIC	75% du SMIC
21-25 ans	80% du SMIC	90% du SMIC
26 ans et plus	85% du SMC * sans être inférieur au SMIC	

(*) Salaire Minimum Conventionnel

RAPPEL : S'il n'y a pas eu d'accord d'entreprise signé sur l'annualisation du temps de travail, le régime des heures supplémentaires pour les titulaires d'un contrat de professionnalisation âgé de 18 ans et plus, s'applique au-delà de la 35^{ème} heure hebdomadaire travaillée (à savoir un taux de 25 % dans les entreprises du BTP).

- Pour garantir la réussite du contrat, l'entreprise s'engage à organiser plusieurs entretiens à l'aide de la «Fiche de mise en œuvre pratique et de suivi dans l'entreprise». Ce document formalise les différentes étapes du contrat :
 - l'organisation du tutorat,
 - l'entretien d'embauche qui a permis l'évaluation individuelle,
 - l'entretien de bilan à deux mois,
 - l'entretien de fin de contrat.

Outre ces dispositions spécifiques au secteur du Bâtiment et des Travaux Publics, l'entreprise doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux contrats de professionnalisation.

Par la présente, l'entreprise atteste donc sur l'honneur respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables au contrat de professionnalisation.

Fait à []

Le []

DIT- V1 Janvier 2019

Cachet et signature de l'entreprise